



HAL
open science

Observation électorale et réseaux d'ONG transnationaux : le cas du Kirghizstan

Boris Pétric

► **To cite this version:**

Boris Pétric. Observation électorale et réseaux d'ONG transnationaux : le cas du Kirghizstan. Revue Tiers Monde, 2008, Eclats d'empire, un nouveau sud ? Asie centrale, transcaucasie, 193 (1), pp.91-109. 10.3917/rtm.193.0091 . halshs-01849574

HAL Id: halshs-01849574

<https://shs.hal.science/halshs-01849574v1>

Submitted on 26 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

OBSERVATION ÉLECTORALE ET RÉSEAUX D'ONG TRANSNATIONAUX : LE CAS DU KIRGHIZSTAN

Boris Petric

Armand Colin | « *Revue Tiers Monde* »

2008/1 n° 193 | pages 91 à 109

ISSN 1293-8882

ISBN 9782200924614

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-1-page-91.htm>

Pour citer cet article :

Boris Petric, « Observation électorale et réseaux d'ONG transnationaux : le cas du Kirghizstan », *Revue Tiers Monde* 2008/1 (n° 193), p. 91-109.
DOI 10.3917/rtm.193.0091

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



OBSERVATION ÉLECTORALE ET RÉSEAUX D'ONG TRANSNATIONAUX : LE CAS DU KIRGHIZSTAN

Boris PÉTRIC *

La Révolution des tulipes au Kirghizstan témoigne de la mondialisation de cet espace politique dans lequel une architecture complexe d'acteurs se déploie. L'instauration d'une assistance démocratique entraîne la naissance de nouveaux acteurs locaux, notamment Koalitsia. Cette coalition d'ONG a joué un rôle majeur comme observateur électoral. Au-delà des acteurs, Koalitsia matérialise la naissance d'un dispositif de pouvoir transnational qui tend à se développer à travers le monde et modifie l'exercice du pouvoir, la souveraineté et la légitimité dans certaines sociétés.

Mots clés : Kirghizstan, observation électorale, ONG, système politique, révolution.

Le 23 mars 2005, l'image d'un cavalier entouré d'une foule déchaînée pénétrant dans le Parlement kirghize a fait le tour du monde. Cette ancienne république soviétique a subitement fait l'objet d'une médiatisation planétaire au moment de cette insurrection populaire, surnommée « la Révolution des tulipes »¹. Le Kirghizstan connaît à son tour, après la Serbie, la Géorgie et l'Ukraine, une forme inédite de circulation du pouvoir dans l'espace post-socialiste. Le même scénario se reproduit : après des élections législatives, une coalition d'opposition relayée par une coalition d'ONG et un mouvement de jeunesse contestent la validité des résultats en faveur du pouvoir en place. Dans le cas kirghize, le Président déchu, Askar AKAEV, réfugié à Moscou, parle immédiatement de « coup de force » (*perevorot*) et stigmatise l'ingérence des organisations internationales et des ONG américaines œuvrant à la promotion de la démocratie dans son pays pour expliquer le tournant pris par les événements. De son côté,

* Anthropologue, chargé de recherches au CNRS-IIAC (Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain), enseigne à l'EHESS-LAIOS (Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales).

1 - Il ne sera pas ici discuté l'usage de la notion de « révolution », et nous utiliserons la parenthèse pour souligner la nécessité de l'envisager dans une perspective critique (*Hérodote*, 2008).

l'un des principaux leaders du mouvement insurrectionnel, Edil BAÏSALOV, président de l'ONG *Koalitsia*², se félicite d'un tel épisode y voyant la preuve que la démocratie s'installe au Kirghizstan. Au niveau international, on assiste à une polarisation entre les différentes grandes puissances : d'un côté, les autorités russes et chinoises dénoncent le coup de force des insurgés ; de l'autre les chancelleries occidentales soutiennent le nouveau gouvernement de Kurmanbek BAKIEV. Comment cette ancienne république soviétique est-elle subitement devenue une arène politique dans laquelle s'affrontent à la fois des acteurs locaux et des grandes puissances extérieures ?

Depuis 1991, le Kirghizstan a connu des transformations très importantes pour devenir une telle arène dans laquelle se déploie une multitude d'acteurs qui ne se réduit pas aux seuls citoyens kirghizes. Cette ancienne république d'Asie centrale est passée brutalement de la dépendance soviétique à une forme inédite de dépendance internationale. La situation résulte d'un contexte historique particulier qui est survenu à la suite de l'effondrement de l'URSS : abandonné par Moscou, le gouvernement kirghize a été contraint de sortir son pays de l'isolement géographique et géopolitique en s'appuyant largement sur les organisations internationales et les chancelleries occidentales pour construire un nouvel ordre politique. Contrée montagneuse, enclavée entre les géants kazakhe et chinois, le pays ne dispose pas de ressources naturelles attractives comme ses voisins turkmène et ouzbek. Le pouvoir en place a alors fait preuve d'opportunisme en se présentant auprès des bailleurs de fonds internationaux comme le champion régional de la démocratisation. Rapidement, dans un environnement régional ayant la réputation de poursuivre la conception soviétique du pouvoir, cette démarche a valu au Kirghizstan le nom de « Suisse d'Asie centrale ». Attirer les acteurs de la démocratisation a été la volonté politique du gouvernement kirghize et, d'une certaine manière, grâce aux nombreux projets de développement que cette stratégie a générés, l'assistance à la démocratisation est devenue une « ressource » déterminante et incontournable pour sortir le pays d'une situation le rendant exsangue.

Au début des années 1990, des organisations internationales, des fondations et des ONG internationales lancent un ensemble de programmes visant à instaurer des réformes radicales en faveur de l'économie de marché et de la démocratie (ABAZOV, 1999). Ces nouveaux acteurs cherchent à s'implanter dans l'espace post-soviétique pour tester les nouvelles conceptions de la politique de développement, théorisées autour de la notion de « bonne gouvernance » (ATLANI, 2005). Le Kirghizstan est apparu comme un « pays pilote » dans lequel la nouvelle idéologie devait se déployer. C'est en ce sens que l'on peut qualifier le Kirghizstan de « laboratoire ». J. SKURATOWIZ, représentant du PNUD à Bichkek confirme : « Le Kirghizstan ne disposait pas de ressources naturelles attractives et a fait en sorte de se présenter comme le champion régional des réformes pour attirer l'argent de l'aide internationale »³.

L'épisode de la « révolution » marque un tournant dans la vie politique kirghize et illustre la mondialisation d'une certaine forme de lutte dans un espace

2 - Coalition for Civil Society and Democracy.

3 - Entretien personnel, juillet 2005.

politique déterminé ; il trace aussi les contours d'un champ politique transnational, d'une arène politique déterminée, dans laquelle gouvernements, ONG locales, nationales et internationales, fondations étrangères et organisations multilatérales participent aux joutes de pouvoir. L'État n'est plus le référent unique, et de nouvelles formes d'influences émergent dans ce contexte où des acteurs locaux tissent des réseaux complexes extérieurs à leur société pour modifier les rapports de force qui règnent dans leur propre société. Quelles sont les caractéristiques de ces nouveaux acteurs locaux ? Et, au-delà d'une sociologie des acteurs, quel type de dispositif politique se met en place ? Il ne s'agit pas dans cet article de faire un panorama exhaustif de la présence internationale au Kirghizstan, mais d'identifier les conséquences des relations de pouvoir nouées par les acteurs locaux, internationaux et transnationaux sur le fonctionnement de l'espace politique kirghize.

On peut légitimement se demander si la démocratie est un système politique qui peut s'exporter en Asie centrale, même si la réflexion sur le processus politique en cours ne se réduit pas à une question d'inadéquation culturelle (POUJOL, 2001). Les programmes d'assistance à la démocratie génèrent de nouvelles formes de relations au sein du système politique kirghize. Nous nous appuyons sur un exemple précis⁴ pour comprendre le fonctionnement de cette « gouvernamentalité⁵ » mondiale qui tend à se développer dans certaines parties du monde (BAYART, 2004) : l'assistance électorale, et plus particulièrement l'observation des élections qui réunit de multiples acteurs locaux et transnationaux au Kirghizstan.

I – PAYS EN TRANSITION, EXPORTATION DE LA DÉMOCRATIE ET FÉTICHISME ÉLECTORAL

Depuis la fin de l'affrontement des deux grands blocs, la « démocratie » sature l'imaginaire politique dans le monde, à tel point que l'on a le sentiment que ce terme ne veut plus rien dire tant son sens recouvre des réalités variées. Ce symbole de la modernité politique vient du grec *demokratia*, ce qui signifie « loi du peuple » ; cette dernière notion a suscité de très nombreux commentaires et définitions contradictoires, de telle sorte que le mot « démocratie » est, dans l'histoire des idées, généralement associé à un adjectif : « démocratie libérale », « parlementaire », « participative », « directe », « représentative ».

Cependant, il semble que seule une forme très restrictive de la démocratie a triomphé et servi de canevas aux acteurs de la démocratisation pour penser les politiques de développement dans les années 1990 : elle se réfère essentiellement à l'interprétation institutionnelle que fait J. SCHUMPETER (1942) de la démocratie dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Pour lui, la démocratie est avant tout une manière singulière de prendre des décisions, notamment en sélectionnant les représentants du peuple par les élections. Cette pensée sera

4 - Cet article s'appuie sur un corpus constitué d'entretiens et d'observations participantes effectués au Kirghizstan à Bichkek et dans la région de Naryn en 2001, 2002, 2004 et 2005.

5 - Nous reprenons cette notion foucauldienne afin de nous démarquer de la notion de « gouvernance ».

reprise par des politistes anglo-saxons comme S. HUNTINGTON et J. HOROWITZ, ses disciples ; pour HUNTINGTON (1991), les élections représentent le moment précis où apparaît la démocratie, et elles permettent de savoir s'il y a pluralité des partis, fraudes, etc. HOROWITZ pense que l'on peut évaluer quantitativement la démocratie (*rating of democracy*) et crée des instruments de mesures universels pour catégoriser les régimes.

Dans une perspective proche, R. PUTMAN (1993) considère que l'on peut évaluer le caractère civique (*civicness*) d'un pays par le nombre d'associations et de journaux, par la définition de son électorat et par la liberté dont celui-ci dispose. Cette conception normative de la démocratie se déploie depuis la fin des années 1980 dans la revue *Journal of Democracy*, que finance la principale institution américaine chargée « d'exporter la démocratie », le National Endowment for Democracy (NED) (GUILHOT, 2005). Ce milieu intellectuel a eu une influence considérable au sein des institutions internationales, des grandes fondations et des ONG qui mettent en œuvre les projets destinés à développer la démocratisation dans les pays en transition. Cette vision de la démocratie a alors tendance à adopter une forme de « fétichisme électoral » en perdant de vue les autres institutions qui se rattachent à des pratiques politiques démocratiques (BERTRAND *et al.*, 2007).

Ces approches, qui considèrent l'économique, le politique et le social comme trois composantes bien distinctes, ont largement été commentées et critiquées par certains travaux en sociologie et sciences politiques (SCHAFFER, 1998 ; FERGUSON, 1990). On peut leur objecter le fait que la société se caractérise souvent par un enchaînement (*embedness*) de ces trois dimensions (POLANYI, 1983). Dans le contexte de la transition post-soviétique, la démocratisation impliquerait le développement de ces « corps sociaux », déficients : l'entreprise et le marché pour l'économique, la société civile et les ONG pour le social. C'est ainsi qu'en Asie centrale, après la Guerre froide, les organisations internationales montent en puissance et une multitude d'acteurs locaux, transnationaux et internationaux mettent en place cette vision de la bonne gouvernance (ATLANI, 2005). Dans cette architecture globale de développement, la « société civile » est définie, de manière tout aussi floue mais univoque par les acteurs exogènes, comme un ensemble d'organisations autonomes de l'État, se situant entre ce dernier et la famille⁶. L'émergence de la société civile sous-entend que les pays de cette région en étaient dépourvus à l'époque socialiste. Les programmes de démocratisation seraient donc un processus partant de zéro et la société civile serait une composante qui s'opposerait peu à peu à l'État et au gouvernement. Le corps social s'opposerait verticalement entre « le bas » (*down*) qui serait la société civile et « le haut » (*top*) qui serait incarné par l'État ou le gouvernement.

Dans les pays post-socialistes, la notion de société civile est donc généralement utilisée pour matérialiser une déficience (« *a lack of civil society* »), elle sert alors à définir un horizon normatif opposant les pays occidentaux pourvus d'une société civile dense à ceux qui en seraient dépourvus. Cette vision du monde devient alors un slogan chez les acteurs qui « exportent » un modèle politique

6 - En anthropologie sont parus de nombreux ouvrages critiquant la notion de « société civile ». Voir notamment HANN et DUNN (1996).

pour transformer les pays d'Europe de l'Est (SAMPSON, 1996). Elle s'impose avant tout comme un élément normatif décrivant ce que devrait être la société et non ce qu'elle est réellement.

Il ne faut jamais oublier que la fin de l'URSS a été pour l'Ouest une victoire du modèle occidental et des démocraties libérales. Ce sentiment se retrouve explicitement dans les nombreux rapports que produisent des organisations internationales présentes dans les pays de l'Est, qui disqualifient l'expérience soviétique. Il s'en dégage une vision uniforme des réformes à mener et un discours qui s'apparente de plus en plus à de la langue de bois. Certains ont même vu dans la chute du mur de Berlin la fin de l'histoire, qui serait symbolisée *de facto* par le triomphe du marché et de la démocratie (FUKUYAMA, 1992). Actuellement, plus d'une décennie plus tard, nous sommes amenés à penser qu'il se joue autre chose. La démocratie ne tend pas à s'universaliser, mais c'est en revanche l'assistance à la démocratie qui tend à se développer à travers une partie du monde. Deux phénomènes qu'il est nécessaire de distinguer.

Au moment de l'indépendance, abandonnées par Moscou, les élites de la petite République kirghize se convertissent au catéchisme international de la démocratie pour pouvoir capter l'argent étranger. Les stratégies mises en œuvre par les autorités et les citoyens pour se confronter aux contraintes inédites montrent leur capacité à résister et à manipuler les nouvelles conditions que leur impose la domination internationale. L'effondrement de l'Union soviétique n'a pas du tout été vécu par les élites et les populations d'Asie centrale comme une victoire. La forte nostalgie que ressent la population kirghize de cette époque en est la preuve. L'ordre soviétique signifie pour les Kirghizes l'existence d'un autre niveau de vie, l'accès à certaines technologies, la participation à une puissance mondiale, etc.

Si d'un point de vue des idées et du discours, les élites kirghizes s'adaptent à la vulgate démocratique, dans la pratique les choses sont plus complexes (BOEHM, 1996). Le système politique fonctionne sur un régime présidentiel qui a considérablement évolué depuis 1991. Dans un premier temps, c'est avant tout le président et son administration qui jouent un rôle déterminant dans la vie politique et législative. Askar AKAEV a joué la carte internationale et puise dans une prétendue tradition politique étoffée à l'époque soviétique pour réformer son pays : « Les germes de la démocratie étaient déjà présents dans le sol kirghize. Le mode de vie kirghize présuppose une structure démocratique. Il y a des siècles, nous élisions nos leaders par un vote démocratique. » (AKAEV, 1995, p. 20)

Le Président AKAEV a su construire un discours convenu sur la démocratie pour les bailleurs de fonds tout en perpétuant des pratiques politiques pour se maintenir au pouvoir. Il n'en reste pas moins que tout un ensemble de réformes initié par les agences internationales a réellement entraîné un déplacement radical du pouvoir de l'appareil présidentiel vers le Parlement. Certains analysent cette période comme un durcissement : « Au Kirghizstan en 2003, la nouvelle constitution durcit le régime, le présidentialise encore davantage et marginalise les autres corps d'États. » (LARUELLE et PEYROUSE, 2006, p. 17) On assiste pourtant progressivement à un renforcement du Parlement comme lieu du politique.

On peut le constater à travers les réactions des parlementaires face à certaines décisions présidentielles ⁷, mais aussi à travers l'actuelle réorientation des stratégies des élites politiques : dans les premiers temps de l'indépendance, les postes politiques et administratifs étaient particulièrement prisés, et de nombreux hauts fonctionnaires ont largement profité de cette période de privatisation pour s'approprier les principales ressources du pays dans des conditions très favorables. Après avoir occupé des fonctions publiques importantes tout en ayant des activités économiques privées, ces nouveaux riches souhaitent désormais entrer ou demeurer au Parlement kirghize ⁸. Un nombre très important de candidats s'est présenté aux élections législatives de mars 2005. La démocratisation a réellement entraîné un engouement pour les charges électives. Cependant, s'il y a eu un développement du multipartisme, au moment de l'organisation de ces élections 70 % des députés ne sont pas membres d'un parti politique ⁹. C'est avant tout la capacité de redistribuer à travers une forme de clientélisme local qui caractérise ces nouveaux notables, que l'on peut comparer à des *Big Men*.

II – LA PROLIFÉRATION DES ONG, L'ÉMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE ?

Parallèlement à ces changements institutionnels majeurs, le Kirghizstan s'engouffre dans la logique internationale qui consiste à développer la société civile. Cela se traduit par un désengagement de l'État dans de nombreux secteurs et le développement très rapide du nombre d'ONG locales qui, d'après le dernier rapport de l'agence de développement des Nations unies, sont au nombre de 11 600 en 2006 ¹⁰. Il n'existe pas, aujourd'hui, de village kirghize qui ne compte une voire plusieurs ONG, il n'y a pas un chef de village qui n'ait entendu parler de l'USAID et de la société civile, ou de la Banque mondiale et du microcrédit, etc. La nécessité de créer des ONG s'est imposée dans le tissu social kirghize car les pouvoirs locaux, symboles de l'État, ne pouvaient pas solliciter directement l'aide internationale ou l'assistance d'une grande ONG.

Dans les premières années de transition, les ONG et les organisations internationales évitent de collaborer avec l'État, comme si celui-ci était l'expression du mal. L'arrivée de ces organismes et la création des ambassades provoquent la dispersion des élites administratives qui partent y travailler. Parmi elles, certains quittent leur poste pour créer des ONG à Bichkek. Anciens hauts fonctionnaires, ils utilisent d'une part leur capital social pour obtenir la reconnaissance du fait qu'ils ont travaillé avec l'État kirghize et, d'autre part, leur expérience et leurs réseaux professionnels acquis au sein des organisations et des ONG internationales pour capter l'argent du développement.

7 - En 2001, plusieurs parlementaires ont appelé le Président AKAEV à revenir sur un accord secret qui avait été conclu avec la Chine concernant la délimitation de la frontière sino-kirghize. Au terme de cet accord, AKAEV aurait cédé plusieurs milliers d'hectares à la Chine. Un député du Sud, BEKNAZOROV, a alors lancé un mouvement collectif de protestation qui a donné lieu à des manifestations.

8 - Le Parlement compte désormais une chambre avec 76 députés.

9 - ICG Report (2001), « Kyrgyzstan at Ten: Trouble in the "Island of Democracy" », *Asia Report*, n° 22, www.crisisgroup.org

10 - *Human Development Report* (2006), « Influence of Civil Society on Human Development », UNDP, www.undp.kg

Dans un deuxième temps, ces grandes ONG nationales ¹¹ favorisent l'émergence d'une élite jeune, anglophone, formée dans les universités américaines. Elles développent ensuite un tissu d'ONG locales dans l'ensemble du pays. Les nouvelles ONG nationales, en proposant leur soutien et leur assistance technique, sont inévitablement dans des rapports hiérarchiques avec les petites ONG locales. Les financements transitent la plupart du temps par les grandes ONG de Bichkek, qui dépendent elles-mêmes des financements étrangers.

Ainsi, l'agence américaine USAID délègue son action à de grandes ONG pour assurer sa diffusion dans le tissu social kirghize. « *USAID's efforts to encourage the development of stronger and more sustainable organizations in Central Asia are pursued through three complementary programs: Counterpart Consortium's NGO support initiative, which is active in all five countries of Central Asia; the National Democratic Institute's (NDI) work with civic partners in Kazakhstan and Kyrgyzstan.* » ¹²

En conséquence, contrairement à ce que prétendent de nombreux acteurs du développement, on assiste à un processus qui est impulsé par le haut vers le bas et non l'inverse. Ce processus a permis l'émergence d'une nouvelle élite de « courtiers » locaux (BIERSCHENK, CHAUVEAU, OLIVIER DE SARDAN, 2000), très liée à la présence des organisations internationales et des ONG. Ces dernières comptent très peu de bénévoles et s'appuient sur un personnel rémunéré. La professionnalisation repose donc, non pas sur un principe associatif volontaire d'hommes qui autofinancent leurs activités, mais sur un recrutement salarial. La quasi-totalité de ces organisations ne dépend effectivement plus de l'État kirghize, mais de bailleurs étrangers dont elles tirent leur financement, ce qui limite considérablement leur autonomie. C'est à travers un exemple empirique, celui d'une coalition d'ONG chargée de l'observation électorale, que nous nous proposons de comprendre ces relations inédites. S'il existe une littérature importante (notamment en Afrique) sur ces nouveaux acteurs locaux, peu de travaux ¹³ s'interrogent sur le développement de ces nouvelles institutions plastiques et évanescentes que l'on nomme « coalitions », « forums », « réseaux » d'ONG et qui se multiplient dans les pays concernés par l'aide au développement.

III – KOALITSIA : UNE COALITION D'ONG

Au-delà des acteurs, il s'agit ici d'analyser un nouveau type de dispositif qui réunit ONG locales, nationales, internationales et transnationales, et qui constitue une nouvelle forme de gouvernementalité sur laquelle il faut s'interroger.

Koalitsia ¹⁴, « Coalition for Civil Society and Democracy », est l'une des plus importantes ONG kirghizes. Elle chapeaute un réseau d'ONG locales qui compte aujourd'hui environ 170 partenaires. Sa mission est de contribuer à « développer

11 - Il s'agit souvent de filiales d'une grande ONG internationale.

12 - www.usaid.gov

13 - On peut citer l'article de FISCHER (1997).

14 - Nous aurions pu nous intéresser à Counterpart, une ONG fonctionnant sur un modèle proche qui sera décrit plus loin.

la société civile » (*to increase civil society*) notamment dans le domaine du monitoring électoral qui comprend l'observation du scrutin, la production de rapports sur le déroulement de la campagne électorale, de sondages, de statistiques et d'estimations des résultats. Ces informations sont ensuite diffusées auprès des médias nationaux et internationaux. Koalitsia se définit comme un groupe neutre (*non partisan organization*) et se conçoit comme un élément garantissant la transparence d'un scrutin.

L'émergence de cette ONG nationale intervient après l'« ONGénisation » de la société. À la fin des années 1990, la nécessité de créer une nouvelle dynamique s'impose au sein de la nébuleuse internationale (RIST, 2002). Une fois acceptée la vision libérale d'un État minimal, il apparaît nécessaire de créer des structures cohérentes pour planifier les politiques mises en place et faire face à l'éparpillement des ONG locales : celles-ci doivent s'organiser en coalition, en réseaux.

Koalitsia est créée en 1998 et reprend à l'identique le modèle des coalitions d'ONG de la société civile qui existent dans la plupart des pays de l'Est. Elle est par exemple l'équivalent du CESID¹⁵ en Serbie, du CVU¹⁶ en Ukraine, ou encore de l'ISFED¹⁷ en Géorgie. Au moment de sa création, Koalitsia est dirigée par Tolikan ISMALOVA, une femme militante, anciennement haut fonctionnaire, qui s'oppose très fréquemment à la politique du gouvernement AKAEV. Son engagement contribue rapidement à médiatiser l'organisation au niveau national et international. Après le référendum de 2001 et l'emprisonnement du député de l'opposition, BEKNAZAROV, elle décide de se présenter à un scrutin électoral malgré les réticences de l'unique bailleur de fonds de Koalitsia, la Fondation américaine du parti démocrate, le National Democratic Institute (NDI) : « Le représentant de NDI m'a convoquée pour me demander de démissionner [...] Je n'ai pas compris pourquoi je devais quitter mon organisation [...] J'ai répondu que c'était notre organisation et qu'il ne fallait pas qu'il s'immisce dans notre fonctionnement, qu'elle appartenait aux Kirghizes. Le représentant de NDI m'a dit que Koalitsia était une propriété de NDI et m'a obligée à partir [...] Comme nous étions financés à 99 % par eux, j'ai donc laissé la place au jeune Edil BAÏSALOV que les Américains avaient choisi pour me remplacer. »¹⁸

Exercer le pouvoir au sein de Koalitsia ne s'appuie donc pas sur une légitimité issue « d'en bas ». Edil BAÏSALOV est salarié et n'a pas été élu par les différents membres de l'association. De plus, il confie qu'au sein de son réseau, il choisit lui-même les ONG et souligne qu'« il n'en faut pas plus d'une par village ». Koalitsia n'est donc pas le résultat de forces sociales souhaitant se regrouper dans une organisation paritaire. Très souvent, ces ONG locales n'estiment pas qu'elles incarnent une force sociale de contestation. La création des ONG locales résulte dans bien des cas d'une orientation décidée par les bailleurs de fonds, elle est moins souvent le résultat d'une initiative ou d'une préoccupation locale.

15 - Centar za Slobodne Izbore i Demokratiju (Centre pour des élections libres et démocratiques).

16 - Committee of Voters in Ukraine (Comité des électeurs en Ukraine).

17 - International Society for Fair Elections and Democracy (Société internationale pour des élections libres).

18 - Entretien personnel, juillet 2005.

En conséquence, l'activité étrangère est présente dès la formation de Koalitsia. Pour comprendre la recomposition du pouvoir dans ce type de sociétés, il ne suffit pas de réduire l'« ONGénisation » à un phénomène purement exogène ou à une création locale. Il s'agit de la rencontre d'acteurs locaux et transnationaux qui entretiennent des rapports et qui induisent des déplacements de pouvoir. L'éviction de Tolikan ISMAILOVA souligne la dépendance financière et politique de Koalitsia. L'actuel président, Edil BAÏSALOV, le reconnaît volontiers : « Nous disposons d'un budget de 110 000 euros exclusivement de NDI [...] Je ne fais pas partie de ceux qui dénie le rôle capital des Américains ; sans le soutien extérieur nous n'existerions pas. »¹⁹ Si ce type d'organisation n'a effectivement plus de rapport direct avec le gouvernement kirghize, il développe néanmoins une autre forme de dépendance à l'égard d'un nouveau pouvoir, celui d'une fondation politique étrangère. Au-delà du problème de l'autonomie matérielle, se pose la question des procédures pour désigner un représentant légitime. Koalitsia s'approprie le rôle et s'arroge le droit de représenter une société civile contestataire en s'appuyant sur son réseau établi sur l'ensemble du territoire kirghize, mais dont la consistance réelle reste à démontrer.

Cette grande ONG nationale kirghize ne doit son existence qu'au soutien du NDI. De son côté, ce dernier²⁰ estime que sa présence au Kirghizstan est nécessaire d'un point de vue stratégique : « *In Kyrgyzstan, NDI continues to work with the Coalition for Democracy and Civil Society in order to strengthen the organization, to increase citizen participation, and to foster citizen activity to influence public decision-making at the local, regional and national levels. The Coalition actively participated in monitoring the parliamentary and presidential elections in 2000. Additionally, the Coalition lobbied against government sponsored campaigns to restrict the activities of Kyrgyzstani NGOs.* »

Koalitsia n'est pas pour autant une organisation américaine. Elle est exclusivement composée de citoyens kirghizes ayant cependant un profil sociologique bien particulier. Il s'agit de jeunes salariés très motivés ayant fait des études aux États-Unis ou en Europe. Le parcours de son directeur, Edil BAÏSALOV, témoigne de l'émergence de cette nouvelle élite possédant des références intellectuelles et des expériences humaines différentes de celles issues de l'époque soviétique. Son cursus est intéressant, car il est sensiblement le même que celui de milliers de jeunes qui animent aujourd'hui les grandes ONG des pays de l'Est et qui sont investis dans la conquête du pouvoir.

BAÏSALOV est issu d'une famille de fonctionnaires de la région de Naryn. Son père était ambulancier et sa mère médecin. Il confesse : « Mes parents étaient sceptiques et critiques face au régime soviétique. »²¹ Il commence ses études à l'université de Naryn avant de remporter un concours organisé par l'ambassade américaine qui lui offre l'opportunité, en 1993, de poursuivre ses études en Turquie pendant deux ans. Puis il décroche une bourse (IREX) pour aller aux

19 - SHISHKIN P., « Ripple Effect: In Putin's Backyard, Democracy Stirs », *The Wall Street Journal*, 25 février 2005.

20 - La présidente actuelle est l'ancienne secrétaire d'État aux affaires étrangères, Madeleine ALBRIGHT.

21 - Entretien personnel, juillet 2005.

États-Unis à l'université de Colombus, en Caroline du Nord. Il revient ensuite dans la capitale kirghize et intègre la nouvelle université américaine, devenue depuis l'institution universitaire la plus prestigieuse du pays. Il travaille d'abord quelques années pour une entreprise privée suisse et avoue avoir « appris comment corrompre un vice-premier ministre pour le business. ²² » Finalement, après plusieurs emplois, alors qu'il est à la tête de l'association des juristes kirghizes, il entend parler de Koalitsia. En 2001, le NDI le propulse à la direction de Koalitsia, après qu'il ait été quelque temps le bras droit de la fondatrice. Son ascension intervient à un moment où l'organisation gagne en audience et devient un réel enjeu de pouvoir au niveau national.

Mais, au-delà des questions de légitimité et des formes complexes de dépendance qui existent entre ces ONG locales, Koalitsia et la Fondation du parti démocrate américain, la question se pose de comprendre l'influence de ce dispositif de pouvoir dans la nouvelle société kirghize. Koalitsia joue un rôle déterminant dans le processus électoral parce qu'elle a la capacité d'observer les élections, de remettre en cause la fiabilité du scrutin électoral et de médiatiser différentes formes de contestations locales.

IV – KOALITSIA ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 2005

L'action de Koalitsia est intervenue en amont des élections de mars 2005. Elle a contribué avec d'autres ONG au processus de délégitimation du pouvoir en développant une campagne de participation civique en deux volets. L'un, la campagne dite « négative », a consisté à diffuser des informations sur la corruption et l'illégitimité du régime. Le journal d'opposition *MSN* a relayé des informations explosives concernant la richesse de la famille AKAEV, juste avant les élections. Par représailles, le gouvernement d'AKAEV a coupé l'électricité de l'imprimerie de Freedom House (une ONG américaine) qui publie plusieurs journaux dits d'opposition.

Un deuxième volet, la campagne dite « positive », a consisté à mobiliser les citoyens qui se sentent généralement peu concernés par les élections en les invitant à voter et à participer. Koalitsia a alors reçu le soutien d'autres organisations dont Kel-Kel.

Koalitsia et Edil BAÏSALOV ont largement contribué quelques mois auparavant à former ce mouvement de jeunesse qui reprend le modèle des mouvements serbe (*Otpor*), ukrainien (*Kmara*) et géorgien (*Pora*). Kel-Kel est également chargé d'animer campagnes négatives et positives. L'un des collaborateurs de Koalitsia en devient le membre fondateur. BAÏSALOV publie en décembre le manifeste dans les colonnes de son journal *Demokrat* ²³ et confie : « Les jeunes du mouvement Kel-Kel, je les connais très bien, le mouvement a même commencé ici dans mon bureau avec un collaborateur de Koalitsia et quelques étudiants. » Les étudiants les plus engagés sont d'ailleurs souvent membres d'ONG qui ont participé à l'observation électorale sous la bannière de Koalitsia.

22 - Entretien personnel, juillet 2005.

23 - SHISHKIN P., *op. cit.*

Observation électorale et réseaux d'ONG au Kirghizstan

Afin de contrer l'influence de Koalitsia et de provoquer une certaine confusion chez les citoyens, le gouvernement kirghize a créé un réseau alternatif d'ONG, Associatsia. Ce réseau a été un échec et n'a jamais pu rivaliser avec Koalitsia.

Pendant les élections, Koalitsia déploie ses observateurs dans l'ensemble du pays. Avant le scrutin, les observateurs sont chargés de vérifier les conditions du scrutin (enregistrements des candidats, campagnes, etc.). À ce stade, son rôle est déterminant, car elle médiatise avant même le début des élections l'invalidation de certains candidats et fait écho à de nombreuses protestations locales qui sont immédiatement relayées par les grands médias internationaux. Cela sera le cas à Kochkor, une ville de l'Oblast de Naryn. Pendant la campagne, le candidat du parti social-démocrate kirghize, Akilbek JAPAROV, a organisé, en collaboration étroite avec le représentant du bureau régional de NDI, l'expert long terme de Koalitsia, la diffusion d'informations contestant l'attitude de l'administration encline à favoriser un autre candidat proche de la nébuleuse présidentielle. JAPAROV ne se réclame pas pour autant de l'opposition, mais organise un ensemble de protestations (blocages de routes, manifestations, etc.) dans sa ville pour dénoncer l'attitude des pouvoirs locaux.

Au moment du scrutin, les réseaux d'observateurs de Koalitsia sont déployés dans les bureaux de vote. Les milliers d'observateurs habillés en orange, la couleur de la révolution ukrainienne, rendent compte des fraudes au niveau local et produisent des estimations qui contestent la légitimité des résultats officiels. Koalitsia s'appuie sur la logistique des dix-huit centres de NDI pour faire parvenir rapidement les informations par l'Internet, le fax et le téléphone. BAÏSALOV organise régulièrement des conférences de presse et, grâce à sa capacité à attirer les plus grands médias nationaux et internationaux, il diffuse des informations redoutables contre le gouvernement Akaev.

Après les résultats des élections, Koalitsia joue aussi un rôle déterminant dans l'organisation de la protestation populaire. Elle participe, avec Kel-Kel et la coalition d'opposition, à la formation de grandes manifestations demandant l'annulation du scrutin. Ces trois acteurs fédèrent les mécontentements répartis sur l'ensemble du pays afin de canaliser l'exaspération populaire médiatisée par la radio Azatik (Free Europe) et le journal privé *MSN* (financé par Freedom House). Ils participent à l'élaboration et à la diffusion des symboles (couleurs, T-shirts, drapeaux, etc.) qui sont censés incarner un nouveau consensus collectif. Le mouvement de jeunesse Kel-Kel n'a cependant pas joué un rôle aussi important qu'Otpor en Serbie. Sa formation est tardive et l'initiative provient essentiellement de Koalitsia qui apparaît être le fer de lance de la protestation. En collaboration avec la coalition d'opposition, une marche pacifique vers Bichkek est organisée pour obliger le pouvoir à céder²⁴. En conséquence, Koalitsia et ses actions permettent de fédérer un mouvement hétéroclite. Les manifestations populaires, phénomène quasi inédit au Kirghizstan, permettent de mettre en valeur une nouvelle légitimité populaire face à un gouvernement de plus en plus isolé.

24 - Une marche identique est organisée aussi dans les autres pays qui ont connu de tels changements politiques.

Ce dispositif de contre-pouvoir entend être un mouvement contextuel ayant un objectif : faire tomber АКАЕV ; Koalitsia n'est pas un parti politique et ne véhicule pas une idéologie et a vocation à disparaître après les élections.

Cependant, Koalitsia ne peut pas s'arroger le monopole de la représentation de la société civile. Et ce n'est pas seulement un réseau d'acteurs locaux dans lequel tous les acteurs sont égaux. Elle s'apparente au contraire à un dispositif de pouvoir qui unit un tissu d'ONG locales à une ONG nationale ayant elle-même des liens de dépendance avec une fondation étrangère. Cette « structure » évanescence et transnationale de pouvoir contribue de manière décisive à la validation et à la (dé)légitimation d'un succès électoral. Cette capacité d'organisation, cette culture de contestation et, finalement, ce dispositif de pouvoir s'inscrivent dans une histoire et reposent sur l'existence de relations sociales nouées au sein de ces milieux transnationaux. En effet, ces flux d'idées et de personnes circulent dans un espace que l'on peut décrypter.

V – FLUX D'IDÉES ET DE PERSONNES : ONG ET THÉORIE DE LA NON-VIOLENCE

Les animateurs des ONG locales kirghizes sont « branchés » sur les réseaux transnationaux de la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance dans lesquels les États-Unis occupent la première place mais n'ont pas le monopole²⁵. Des séminaires et des *summer schools* permettent aux idées et aux hommes de circuler et les 11 000 ONG kirghizes constituent des dizaines de milliers d'emplois mais aussi une ouverture vers de nouveaux horizons, des conceptions inédites de la vie sociale dans la société kirghize. Ces formations véhiculent des techniques d'influence qui jouent un rôle capital dans le changement social.

D'abord, circuler et voyager deviennent des signes de distinction sociale. On récompense les plus valeureux en leur permettant de participer aux grands événements internationaux encadrés par le réseau transnational ENEMO (cf. ci-après). Edil BAÏSALOV a par exemple été le chef de la mission d'observation des élections au moment de la Révolution orange en Ukraine pour ENEMO. Il déclare « son émerveillement devant les événements de Kiev » et confie l'importance de l'expérience qu'il a acquise : « Pour moi, l'Ukraine a été un moment fondateur, cela a été un déclic où j'ai compris que nous allions pouvoir faire bouger les choses au Kirghizstan. »²⁶

Ces jeunes animateurs, qui ont souvent eu le même parcours dans les universités américaines ou européennes, partagent des valeurs communes et se construisent une mémoire collective avec des événements fondateurs comme la Révolution orange.

25 - On peut notamment signaler l'activité d'organisations scandinaves (Danida), de fondations allemandes (Konrad Adenauer) ou britanniques (Westminster Institute).

26 - Nathalie NOUGARÈDE, *Le Monde*, 26 mars 2005.

En fait, ces « *freedom fighters* », comme les appellent communément les initiés, font partie de cette « internationale de la démocratie » financée par la coopération américaine²⁷. En marge du sommet américano-russe en février 2005 à Bratislava, le Président George BUSH a d'ailleurs distingué certains héros des révolutions serbes, ukrainiennes et géorgiennes en organisant une réception en leur honneur. Edil BAÏSALOV, héros de la Révolution des tulipes, rêve à son tour d'un entretien avec le Président américain, signe suprême dont ont bénéficié ses collègues d'Otpor, de Kmara et de Pora²⁸. Il fait désormais partie du Panthéon de la démocratisation à l'Est grâce à la médiatisation dont il a bénéficié en mars 2005. Cette médiatisation internationale ne préjuge en rien de sa réelle popularité dans la société kirghize.

Ces réseaux transnationaux forment leur identité autour de la non-violence (SÉMELIN, 1994) et de la question de la disparition des régimes autoritaires. L'ouvrage de l'intellectuel américain Geene SHARP est largement diffusé par les ONG et fondations américaines à travers le monde²⁹. Cet opuscule est devenu un véritable petit livre rouge pour les leaders des mouvements de jeunesse qui prônent la non-violence³⁰. SHARP, à partir d'une analyse historique des grands mouvements non violents dans le monde, propose un mode d'emploi pour « faire tomber les régimes dictatoriaux » en utilisant des méthodes non violentes pour contrer la répression de la police et de l'armée. Cet ouvrage est relayé par le film documentaire devenu lui aussi l'objet d'un culte, *Bringing down a dictator*³¹, qui décrit la stratégie et les méthodes d'Otpor utilisées dans le combat asymétrique qui opposait le mouvement à la police en Serbie. On y découvre la manière d'organiser des réseaux de communication dans l'ensemble du pays, de mobiliser et encadrer des manifestations, d'utiliser des techniques non violentes pour déstabiliser le pouvoir et les forces de l'ordre, etc.

Les jeunes qui travaillent dans ces ONG font partie de réseaux à plusieurs échelles (nationale, régionale, mondiale). Les formations, les expériences vécues (révolutions) créent des liens d'appartenance entre ces nouveaux militants qui partagent un sentiment de solidarité transnational d'un nouveau monde à l'Est. BAÏSALOV en est devenu une des icônes et anime les multiples rencontres qui se tiennent aujourd'hui dans le monde sur la démocratisation. Il était par exemple au Chili pour raconter son expérience révolutionnaire lors d'une conférence sur le rôle des ONG, qui s'est tenue du 28 au 30 avril 2005, où il participait à une table-ronde aux côtés de Condoleezza RICE, du philanthrope Georges SOROS et de Peter ACKERMAN³². Il fréquente les grands de ce monde et nous confie : « J'ai récemment eu la chance de déjeuner avec Georges SOROS et je lui ai suggéré de payer les salaires des membres du gouvernement pour nous aider à lutter contre la corruption. » Il a également eu l'opportunité de s'entretenir avec Richard

27 - Nous entendons par coopération américaine les activités du Département d'État américain avec ses différentes agences (USAID, NED, etc.) mais aussi des acteurs privés ou « semi-publics » comme les fondations ou les ONG.

28 - Il s'agit des mouvements étudiants serbes (Otpor), géorgien (Kmara) et ukrainien (Pora).

29 - Il a été traduit dans plusieurs dizaines de langues dont le kirghize.

30 - Cf. le site Internet de l'Institut Albert Einstein : www.aeinstein.org

31 - www.pbs.org/weta/dictator

32 - Peter ACKERMAN est un disciple de Geene SHARP et travaille actuellement pour Freedom House.

LUGARD, l'envoyé spécial de George BUSH en Europe centrale et rappelle volontiers qu'il a été auditionné par le Congrès américain. Les différentes attentions médiatiques et politiques confèrent une grande importance à ce jeune homme kirghize.

VI – KOALITSIA ET ENEMO : L'EXPÉRIENCE TRANSNATIONALE

Outre les nombreux séminaires dispensés par des ONG occidentales à Bichkek, les membres de Koalitsia ont aussi acquis leur savoir-faire au sein du réseau transnational ENEMO³³, une coalition est-européenne d'ONG nationales³⁴ dans laquelle on retrouve le CESID, l'ISFED et le CVU. Ce réseau, créé en 2001 lors de la conférence d'Opatija en Croatie, est financé par des ONG américaines comme Freedom House³⁵, et de grandes fondations comme l'Open Society de Georges SOROS, l'Eurasian Foundation, le National Democratic Institute et l'International Republican Institute³⁶, c'est-à-dire les principaux bailleurs de fonds de ces ONG au niveau national. ENEMO participe aussi à des observations électorales et organise fréquemment pour ses membres des formations sous forme de *summer camps* et de séminaires où se créent des sentiments d'appartenance entre ces nouvelles élites qui partagent des valeurs communes autour de la démocratie. BAÏSALOV reconnaît volontiers que faire partie de cette nébuleuse d'ONG ne peut pas être seulement le fruit du réveil de la société civile kirghize. Posséder une ONG devient un enjeu de statut social : « Avoir une ONG comporte des dimensions économiques bien sûr, celle d'avoir un salaire [...] Mais pas seulement le fait d'avoir un salaire, c'est aussi un mode d'appartenance à l'international, on voyage, on parle anglais, on côtoie d'autres jeunes étrangers. »

En conséquence, l'expérience est aussi au cœur de cette réalité transnationale. La formation se prolonge par la participation à un événement ayant une forte charge émotionnelle : l'observation électorale.

Ce type d'organisation a bouleversé les rapports de pouvoir tant aux niveaux locaux que nationaux. À l'échelle locale, l'émergence de ce type d'acteurs a des implications sur la nomenclature sociale. BAÏSALOV raconte : « Au début personne n'a mesuré l'importance des ONG, d'ailleurs souvent on estimait que c'était une activité réservée aux femmes [...] Cela ne fait que deux ans que le pouvoir a compris notre capacité de nuisance à son égard. » Koalitsia est ainsi devenue un acteur incontournable de la vie politique kirghize.

Koalitsia n'est qu'un des éléments de l'architecture complexe constituant l'observation électorale au Kirghizstan, qui regroupe des acteurs internationaux

33 - European Network of Election Monitoring Organizations (Réseau européen pour l'organisation de monitoring électorale) : www.enemo.eu

34 - La nécessité de former des réseaux transnationaux est un débat intellectuel intense aux États-Unis ; lire par exemple Ann FLORINI (2001).

35 - Freedom House est une ONG américaine très présente dans les pays de l'Est ; elle est dirigée actuellement par l'ancien directeur de la CIA, James WOOSLEY.

36 - International Republican Institute (www.iri.org) est la fondation du parti Républicain américain. Elle est dirigée par le sénateur John MCCAIN, très influent en matière de promotion de la démocratie.

telle l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), des acteurs transnationaux comme ENEMO et aussi, de manière plus surprenante, le groupe de Shanghai ³⁷. On connaît l'activité de l'OSCE, qui obtient régulièrement des mandats d'observation électorale dans les pays de l'Est. Cet organisme a déployé plusieurs centaines d'observateurs en mars 2005 au Kirghizstan : des diplomates, des fonctionnaires, des « représentants de la société civile » envoyés par les ministères des Affaires étrangères des pays membres de l'organisation. L'OSCE fait donc appel à un important contingent de membres d'ONG venant d'autres pays de l'Est. On y retrouve d'ailleurs des membres du CESID serbe. G. RADIVOJE, responsable du CESID à Loznica, observateur court terme de l'OSCE à Bichkek, déclare : « Je suis salarié du CESID et je suis devenu expert en élection depuis la révolution de Belgrade. J'ai aussi fait l'Ukraine et j'attends avec impatience de voir ce que l'on va faire ici. Avant, j'ai fait des missions pour ENEMO et maintenant c'est la consécration puisque je suis observateur pour l'OSCE. » Les ambassades occidentales, les organisations internationales et les ONG ne sont pas des institutions hermétiques ; sur le terrain, il existe des relations étroites entre les observateurs qui sont regroupés sous différentes bannières. G. RADIVOJE souligne : « Nous nous connaissons pour la plupart car nous sommes comme une caravane qui se retrouve au gré des élections. »

Au moment des élections, malgré la neutralité et l'impartialité affichées des différentes organisations, un certain nombre d'observateurs affichent clairement leur intention de participer à la chute d'AKAEV. Natalia T., une Ukrainienne, salariée du NDI et observatrice court terme pour l'OSCE, dit : « Je travaille pour le NDI à Kiev, nous avons beaucoup œuvré pour déboulonner KOUTCHMA en Ukraine et je suis ravie de participer à cette mission pour faire la même chose avec AKAEV. »

Le scrutin de mars 2005 ³⁸ se déroule donc sous une pression maximale pour le gouvernement kirghize, symbolisée parfois par la présence de dix observateurs dans un même bureau de vote. Les conclusions seront sans appel : le scrutin a été entaché d'irrégularités et de fraudes. Koalitsia, ENEMO et l'OSCE considèrent que les élections n'ont pas respecté les critères internationaux.

VII – LA SITUATION POST-RÉVOLUTIONNAIRE

Après quelques jours de confusion et la fuite du Président AKAEV, l'ancien et le nouveau Parlement nomment le leader de la Révolution des tulipes Président par intérim. Malgré le caractère contestable de la validité du scrutin, Kurmanbek BAKIEV décide de maintenir le Parlement sortant pour, selon lui, asseoir la stabilité du pays. Il décide en revanche d'organiser en priorité des élections présidentielles pour renforcer sa légitimité. Les acteurs de l'observation électorale

37 - Il faut préciser que le groupe de Shanghai et la CEI ont déployé quelques observateurs au cours des élections de mars 2005, faisant suite aux critiques émises par la Fédération de Russie sur le rôle de l'OSCE dans les changements politiques en Ukraine et en Géorgie.

38 - Cette élection a été l'occasion pour nous de mener une observation participante au sein de l'OSCE en tant qu'observateur court terme dans la région de Naryn.

appuient sa démarche et proposent de participer à l'encadrement de la campagne présidentielle.

Après une série d'imbroglios occasionnés par l'enregistrement des candidats, le scrutin a finalement lieu. Cette élection ne constitue pas véritablement un enjeu, car les différents candidats qui se présentent face au leader de la révolution ne jouissent d'aucune assise politique. La seule incertitude concerne le taux de participation d'une élection qui se déroule au mois de juillet. À cette saison, une bonne partie de la population urbaine est en vacances, et de nombreux villageois ont déserté leur village pour s'installer sur les alpages.

Koalitsia participe à la campagne civique pour encourager les citoyens à voter et déploie de nombreux observateurs. ENEMO et l'OSCE assurent également une forte présence dans les différents bureaux de vote. Pour les organisations internationales, ces élections doivent montrer à l'ensemble de la région que la démocratie s'est implantée en Asie centrale. Une interrogation demeure : la faible mobilisation fait craindre une annulation du scrutin dans le cas où le taux de participation ne dépasserait pas les 50 %.

Malgré la mobilisation des médias et du gouvernement, les citoyens kirghizes ne sont pas nombreux à se déplacer. Nous assistons personnellement au scrutin dans un village de la vallée de Naryn³⁹. L'ambiance est estivale. Dans un bureau de vote, les personnes participant à l'organisation du scrutin respectent scrupuleusement les procédures. L'espace est clairement dissocié : d'un côté, la commission électorale dont le président est un membre extérieur du village ; de l'autre, siègent les différents observateurs – deux femmes membres d'ONG locales représentent Koalitsia, deux observateurs d'ENEMO passeront brièvement dans la journée, tandis que l'OSCE n'a pas suffisamment d'observateurs pour couvrir cette vallée de haute montagne. Malgré l'absence d'enjeux sur le résultat, on perçoit la tension monter entre la commission électorale et les représentants du village. Manas, l'ancien directeur du Kolkhoze et ancien représentant d'AKAEV, est aussi un observateur car il est récemment devenu le représentant du leader de la révolution, Kurmanbek BAKIEV. Peu à peu, des instructions parviennent de l'administration régionale et le président de la commission quitte la table où trône le téléphone. Manas prend sa place et discute longuement au téléphone. Le taux de participation est trop faible et son correspondant l'encourage à ce que les villageois montrent leur allégeance au nouveau pouvoir. Devant des observateurs de Koalitsia passifs et un président de commission électorale embarrassé, les hommes forts du village bourrent rapidement l'urne. Après le dépouillement, le taux de participation s'élève à 75 %, et Kurmanbek BAKIEV est élu avec 90 % des voix, chiffres correspondant aux résultats nationaux. Les rapports de la commission électorale, des observateurs d'ENEMO et de Koalitsia ne mentionnent aucune irrégularité dans ce bureau de vote.

Au niveau national, c'est un constat identique, le scrutin s'est déroulé, pour reprendre les termes d'Edil BAÏSALOV, « selon les standards internationaux et en

39 - Notre présence s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'un film documentaire avec Emmanuel HAMON, *Democracy@large* (Kg production et CNRS Images, 2006). Une séquence du film montre la fraude électorale lors des élections présidentielles de juillet 2005.

respect de la volonté du peuple kirghize ». L'OSCE mentionne brièvement quelques irrégularités mineures à la fin de son rapport mais considère aussi que ce scrutin est un exemple pour toute la région. À notre retour dans la capitale, nous rencontrons plusieurs observateurs électoraux. Heloïse, observatrice très expérimentée, avait été envoyée dans la vallée de Naryn pour le compte de l'OSCE, nous confie : « Tout s'est bien passé, cela était très calme [...] Par contre, nous ne comprenons pas, il y a un gros problème car on comptabilise un taux de participation faible jusqu'à 17 heures alors que l'on finit avec presque 75 % de participation à la fin [...] Il y a quelque chose qui cloche car je peux te dire qu'il est impossible de renverser si rapidement la vapeur [...] »

Il est probable que le scrutin de juillet 2005 ait été entaché de nombreuses irrégularités. Les différentes organisations Koalitsia, ENEMO et l'OSCE avaient vraisemblablement décidé de soutenir le processus politique en marche. Elles ont donc efficacement contribué à légitimer le nouveau pouvoir de Kurmanbek BAKIEV. L'observation électorale qui réunit ONG locales, ONG nationales, ONG transnationales et organisations internationales est un dispositif de pouvoir qui participe à la (dé)légitimation d'un pouvoir politique. À travers l'expérience kirghize, on constate que les deux scrutins ont été marqués par de sérieuses irrégularités mais n'ont pas du tout conduit aux mêmes conclusions et aux mêmes comportements des acteurs de l'observation. On peut donc raisonnablement se demander dans quelle mesure l'observation électorale s'inscrit dans la réalité du jeu politique national. Le peuple ne semble pas être en tout cas l'unique détenteur de l'affirmation d'une souveraineté électorale.



Cette étude de cas sur les réseaux transnationaux structurant l'observation électorale montre que celle-ci occupe une place centrale dans les nouvelles formes de gouvernementalité dans le contexte de la mondialisation, en jouant un rôle majeur au moment du processus électoral pour légitimer ou délégitimer un pouvoir. Les observateurs représentant des coalitions d'ONG locales, d'ONG transnationales et des organisations internationales sont devenus des acteurs majeurs des élections. Ce phénomène illustre la complexité d'une situation : on assiste actuellement à l'universalisation de l'assistance démocratique qui ne garantit pas pour autant une généralisation de la démocratie. Les actions de promotion de la démocratie révèlent également l'une des ambiguïtés des programmes de démocratisation : l'intervention se justifie par la nécessité de donner les moyens aux citoyens de participer à l'élaboration du système politique de leur pays, et la présence de multiples acteurs extérieurs limite cette expression de la souveraineté. Des organisations comme l'OSCE, ENEMO, Koalitsia ont une influence considérable sur la réalité politique et limitent donc forcément celle des citoyens. C'est ainsi que le Kirghizstan s'apparente à une nouvelle forme d'espace politique, une forme de protectorat globalisé dans lequel une multitude d'acteurs s'affrontent pour influencer la réalité sociale. À ce titre, les observateurs ne peuvent pas être considérés comme neutres ou non-partisans car ils s'inscrivent dans le champ du pouvoir de la société. D'une certaine manière, l'influence

déterminante des institutions transnationales devient une négation même de ce que doit constituer la démocratie car elle limite la souveraineté populaire.

En conséquence, il ne faut pas perdre de vue que l'observation électorale est une technique d'influence qui contraint énormément un espace politique. Les citoyens kirghizes n'ont pas le sentiment que les deux derniers scrutins aient réellement reflété l'expression de la souveraineté populaire. En 2005, la population n'est pas dupe sur les conditions dans lesquelles l'élection présidentielle a été organisée : ils ont voté librement, mais le Président n'avait pas d'adversaire sérieux. De plus, compte tenu du niveau d'endettement du pays et de l'encadrement international dont le pays jouit, ils sont de plus en plus nombreux à penser que le Président n'est pas en mesure de prendre les décisions nécessaires pour l'avenir de son pays.

Comme le montre l'action de Koalitsia au Kirghizstan, la multiplication des « forums », des « réseaux », des « coalitions » contribue à modifier le fonctionnement des systèmes politiques concernés par le développement. Cette nouvelle forme de dispositif de pouvoir, réunissant ONG locales, nationales, transnationales et internationales, modifie le jeu politique, l'exercice du pouvoir, la légitimité et la souveraineté de nombreux espaces politiques, justifiant notamment de repenser la nature des rapports de pouvoir dans ce type de société. L'assistance électorale provoque ce que James FERGUSON (1990) avait déjà souligné à propos du développement, une forme de dépolitisation de la société concernée qui laisse un champ politique avec une forme de liberté sans choix...

BIBLIOGRAPHIE

ABAZOV R., 1999, « Policy of Economic Transition in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 2, n° 18 (2), pp. 197-223.

AKAEV A., 1995, *Kyrgyzstan on the Way to Progress and Democracy*, Bichkek.

ATLANI L., 2005, « Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance », *Autrepart*, n° 35.

BAYART J.-F., 2004, *Le gouvernement du monde : une critique politique de la mondialisation*, Paris, Fayard.

BERTRAND R., BRIQUET J.-L., PELS P., 2007, *Cultures of Voting : The Hidden History of the Secret Ballot*, London, Hurst.

BIERSCHENK T., CHAUVEAU J.-P., OLIVIER DE SARDAN J.-P. (dir.), 2000, *Les courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala.

BOEHM C., 1996, « Democracy in Kyrgyzstan : Reforms, Rethorics and Realities », papier présenté à la conférence *Anthropologie du post-communisme*, 11-12 avril, Université de Copenhague.

BROWN K. (dir.), 2006, *Transacting Transition : The Micropolitics of Democracy Assistance in the Former Yugoslavia*, Bloomfield, Kumarian Press.

FERGUSON J., 1990, *The Anti-politics Machines. Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, CUP.

- FISCHER W.F., 1997, « Doing Good ? The Politics and Anti-politics of NGO Practices », *Annual Review of Anthropology*, n° 26.
- FLORINI A., 2001, *Reading Room : The First Force : The Rise of Transnational Society*, Washington (DC), Carnegie Endowment for International Peace.
- FUKUYAMA F., 1992, *The End of History and the Last Man*, London, Penguin.
- GUILHOT N., 2005, *The Democracy Makers : Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press.
- HANN C., 2002, *Post-socialism : Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia*, London, Routledge.
- HANN C., DUNN R., 1996, *Civil Society : Challenging of Western Model*, London, Routledge.
- Hérodote*, 2008, « Le soft power sur les marches de la Russie », numéro spécial, à paraître.
- HUNTINGTON S., 1991, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press.
- KNIAZEV A., 2006, « Kirgizki Perevarot ot 24 marta » (Le coup d'État du 24 mars en Kirghizie), Bichkek.
- LARUELLE M., PEYROUSE S., 2006, *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, Ceri-Autrement.
- PAVLOVSKIJ G. (dir.), 2005, *Kirgizskij perevorot* (Le coup d'État kirghize), Moscou, Evropa.
- PÉTRIC B.M., 2005, « Post-Soviet Kyrgyzstan or the Birth of a Globalized Protectorate », *Central Asian Survey*, vol. 3, n° 24, pp. 319-332.
- POLANYI K., 1983, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- POUJOL C., 2001, « Le concept de démocratie est-il applicable à l'Asie centrale post-soviétique ? Réflexions sur la transition démocratique », *Défense*, n° 91, pp. 32-36.
- PUTMAN, R., 1993, *Making Democracy Work*, Princeton (NJ), Princeton University Press.
- RIST G., 2002, « Les mots du pouvoir : sens et non-sens de la rhétorique internationale », *Les nouveaux cahiers de l'IUED*, n° 13.
- SAMPSON S., 1996, « The Social Life of Projects : Importing Civil Society in Albania », in HANN C. (2002).
- SCHAFFER F. C., 1998, *Democracy in Translation : Understanding Politics in an Unfamiliar Culture*, Ithaca, Cornell University Press.
- SCHUMPETER J., 1942, *Capitalism, Socialism and Democracy*, London, Routledge.
- SÉMELIN J., 1994, *La non-violence*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je ?